

Elections européennes : programmes comparés des principales listes

Article rédigé par *Philippe de Saint-Germain*, le 05 juin 2009

Les listes en présence en France ne peuvent pas présenter de programmes au sens strict, il s'agit plutôt d'objectifs ou de visions des objectifs que le parlement européen pourrait soutenir dans l'UE.

UMP

Pour sortir de la crise, l'UMP souhaite une Europe qui protège . Objectif : mieux coordonner les plans de relance et moraliser le capitalisme. Mettre les PME au cœur de la relance économique, préserver les services publics efficaces sont également des priorités.

Une Europe plus protectrice des citoyens va de pair avec la lutte contre l'immigration. L'UMP refuse l'entrée de la Turquie dans l'UE, l'alternative étant l'Union pour la Méditerranée.

Parmi les trente propositions : une centrale européenne d'achat de gaz, une taxe carbone, le développement des énergies renouvelables. Pour l'UMP, l' Europe sociale n'a pas vocation à gérer nos prestations, qu'elles soient sociales et familiales.

PS

Les socialistes reprennent à peu près les mêmes engagements que les autres partis socialistes européens, sous la bannière du PSE.

Pour sortir de la crise, le PS propose un plan de relance de 100 milliards d'euros et d'encadrer les marchés financiers. Il souhaite aussi créer 10 millions d'emplois verts pour mettre l'Europe en tête de la lutte contre les changements climatiques .

Autres objectifs : un bouclier social et un salaire minimum commun ainsi que l'égalité des sexes. Donner à l'Europe une charte pour l'intégration des immigrés et favoriser la coopération contre l'immigration clandestine font aussi partie de ses priorités.

Modem

François Bayrou propose un emprunt européen à hauteur de 3% du PIB : L'Union européenne doit s'obliger à agir de concert chaque fois que se présente une crise à l'échelle mondiale. Le Modem demande aussi un débat public trois mois avant toute décision du Conseil européen. Il propose un moratoire sur les OGM, une taxe carbone, l'harmonisation fiscale et le doublement du budget de la recherche. Côté sécurité, les centristes suggèrent la création d'un mandat de procureur de l'Union.

Europe-Écologie

Les Verts veulent un emprunt de 1.000 milliards d'euros sur cinq ans pour investir massivement dans l'éducation, la recherche, les technologies vertes et une politique agricole commune sans OGM.

Selon les écologistes, la lutte contre le changement climatique doit permettre de garantir l'avenir énergétique et créer 5 millions d'emplois dans les cinq ans. Le nucléaire en est exclu.

Par ailleurs, Europe-Écologie demande une protection juridique contre toute discrimination en raison de l'orientation sexuelle et un statut européen légal de l'homoparentalité, ainsi qu'une reconnaissance rapide des partenariats existant entre couples, de même sexe ou non, dans l'un ou l'autre des pays de l'Union.

Libertas

Philippe de Villiers demande le retour à la préférence communautaire pour protéger nos agriculteurs, nos pêcheurs et nos industries avec la mise en place d'un cordon d'écluses douanières.

Il s'engage à arrêter immédiatement les négociations d'adhésion avec la Turquie et rétablir le référendum obligatoire pour toute nouvelle adhésion à l'UE .

Pour redonner confiance aux citoyens, Libertas propose de bâtir une Europe plus démocratique et plus transparente. Les souverainistes s'opposent farouchement à l'entrée de la Turquie dans l'UE et à l'application du traité de Lisbonne, jugé caduque depuis le non irlandais.

FN

Jean-Marie Le Pen veut redonner au Conseil le dernier mot en matière budgétaire au détriment du Parlement européen qui est dépensier, démagogue et clientéliste . Il préconise le rétablissement des contrôles aux

frontières intérieures de l'Europe et la suppression du monopole de la Commission européenne en matière de négociation des accords commerciaux ou des négociations multilatérales à l'OMC. Il s'oppose à l'adhésion de la Turquie.
